

Comment les milliards européens reçus par la Belgique sont-ils dépensés ?

Les Vingt-Sept négocient cette semaine le budget de l'Union européenne qui courra de 2028 à 2034 et fixera les grandes priorités de l'Union. Mais qu'est-ce que ça signifie pour la Belgique ? Que paye-t-elle et que reçoit-elle ? Trois questions pour comprendre.

DÉCODAGE

AGATHE DECLEIRE

Un budget, c'est une vision de société. Cette phrase, de l'économiste en chef de Bel-fius Magali Van Coppenolle, est on ne peut plus vraie pour le sujet qui sera au cœur du sommet qui réunira les dirigeants européens ces jeudi et vendredi : le budget à long terme de l'UE.

1

De quoi parle-t-on ?

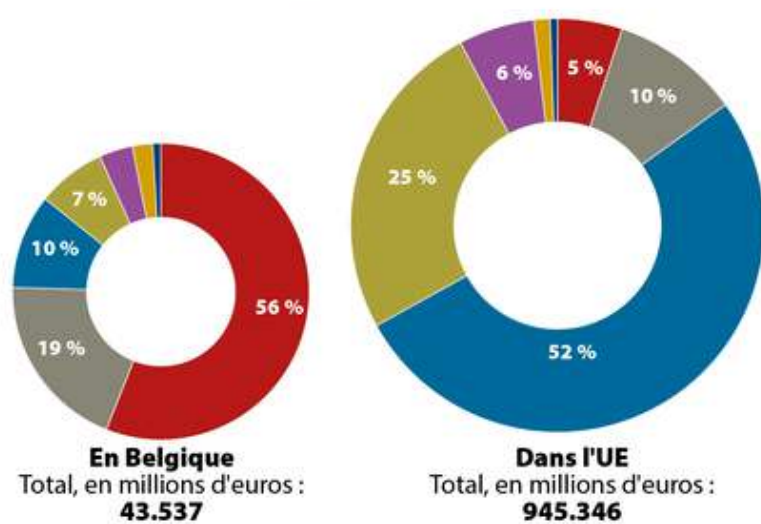
Ce Cadre financier pluriannuel (ou CFP) fixe les limites de dépenses et les recettes de l'Union européenne (UE) pour les sept années à venir. Le budget qui est en cours de discussion devra couvrir la période entre le 1^{er} janvier 2028 et le 31 décembre 2034.

Sur la table : 2.000 milliards d'euros. C'était la proposition faite par la Commission en juillet 2025, qui devrait être rabotée dans sa version finale. Dans le dernier document de négociation, la proposition a été réduite d'environ 140 milliards d'euros. Les montants peuvent sembler impressionnants, mais si on les remet à l'échelle du continent, 2.000 milliards d'euros pour sept ans équivalent à 1,26 % du revenu national brut de l'Union. En comparaison, la Belgique a utilisé en 2025 54,2 % de son PIB pour ses dépenses publiques.

L'ambition de la rencontre des dirigeants européens est d'avancer dans les négociations, avec un but pour le président du Conseil européen, officiellement partagé par les Vingt-Sept : trouver un accord avant la fin de cette année. Un objectif (très) ambitieux tant les Etats membres campent encore sur leurs positions. Lors des discussions pour le dernier budget à long terme, les négociations avaient formellement abouti le 17 décembre 2020, deux semaines avant son entrée en vigueur. Cette fois, les élections françaises en mai prochain et le changement d'architecture du budget poussent les Européens à trouver un compromis plus en amont.

Répartition des fonds européens du budget 2021-2027 pour la période 2021-2024

Administration publique européenne Marché unique, innovation et digital
Cohésion, résilience et valeurs Ressources naturelles et environnement
Voisinage et Europe dans le monde Migration et contrôle des frontières Sécurité et défense



Source : Commission européenne

2

A quoi servent ces milliards d'euros d'argent européen ?

Vous avez sûrement déjà vu, au détour de la rénovation d'un bâtiment – comme la Bourse à Bruxelles – ou de la construction d'une nouvelle piste cyclable, un panneau avec la mention « Financé par l'Union européenne ». Ou vous avez peut-être fait un échange Erasmus pendant vos études. Ces quelques exemples sont cofinancés par le budget à long terme de l'UE.

Historiquement, deux enveloppes pèsent pour deux tiers des dépenses de l'UE. La Politique agricole commune (PAC), qui vise à soutenir les agriculteurs européens, à stabiliser les prix dans les supermarchés et à garantir une chaîne alimentaire *made in Europe* solide. Et la politique de cohésion, pour réduire les écarts de richesse entre les régions du continent. Mais l'argent européen vise aussi à booster la compétitivité de l'UE, à protéger l'environnement, envoyer de l'aide humanitaire ou gérer les frontières extérieures. Lors des dernières négociations budgétaires, qui avaient abouti en pleine pandémie de covid, un emprunt commun de 806,9 milliards d'euros, le Next Generation EU, avait également été contracté pour relancer l'économie.

Et en Belgique ? Notre pays a bénéficié de quelque 43.537 millions d'euros entre 2021 et 2024 (donc un peu plus de la moitié de la période couverte par le budget 2021-2027), selon les derniers chiffres consolidés de la Commission. Près d'un cinquième des fonds (8.470 millions d'euros) avait pour vocation de renforcer la recherche et l'innovation en Belgique. Par exemple via le fonds Horizon qui a notamment soutenu le projet de No-

vobiom, une entreprise néo-louvaniste qui utilise les champignons pour recycler le textile (lire par ailleurs).

Un dixième de cette enveloppe 2021-2024 est alloué à la cohésion. Cet argent peut prendre la forme de fonds Feder (les fonds européens de développement régional) qui favorisent le développement social et économique des villes. Par exemple, à Bruxelles, des logements sociaux ont bénéficié d'une rénovation énergétique. Il y a aussi le fonds social européen (FSE+) qui vise entre autres à améliorer l'accès à l'emploi et à la formation, à faire face au chômage de longue durée ou à lutter contre la pauvreté.

Un peu plus de 3.000 millions d'euros sont ensuite dédiés à l'environnement et aux agriculteurs basés en Belgique (repris dans la rubrique « Ressources naturelles et environnement »), 963 millions d'euros sont utilisés pour la gestion des frontières et 381 millions pour la défense.

Mais l'argent dédié à la Belgique n'est pas uniquement utilisé pour le bénéfice des Belges. Accueillant le siège de la Commission, du Conseil, du Conseil européen et l'un des hémicycles du Parlement européen, Bruxelles reçoit également de l'argent pour l'administration publique européenne.

Plus de la moitié de l'enveloppe belge (24.379,3 millions d'euros) y était consacrée entre 2021 et 2024. Concrètement, il s'agit par exemple des dépenses liées aux bâtiments, aux écoles européennes, aux salaires et aux pensions des fonctionnaires. Cette spécificité belge pousse d'ailleurs la Belgique à remettre en cause la méthodologie du Berlay-

mont dans la communication de l'argent destiné à la Belgique. Il faut cependant préciser que cette dépense importante ne se fait pas aux dépens des Belges mais s'ajoute à l'enveloppe attribuée à notre pays.

3

Comment est financé ce budget à long terme ?

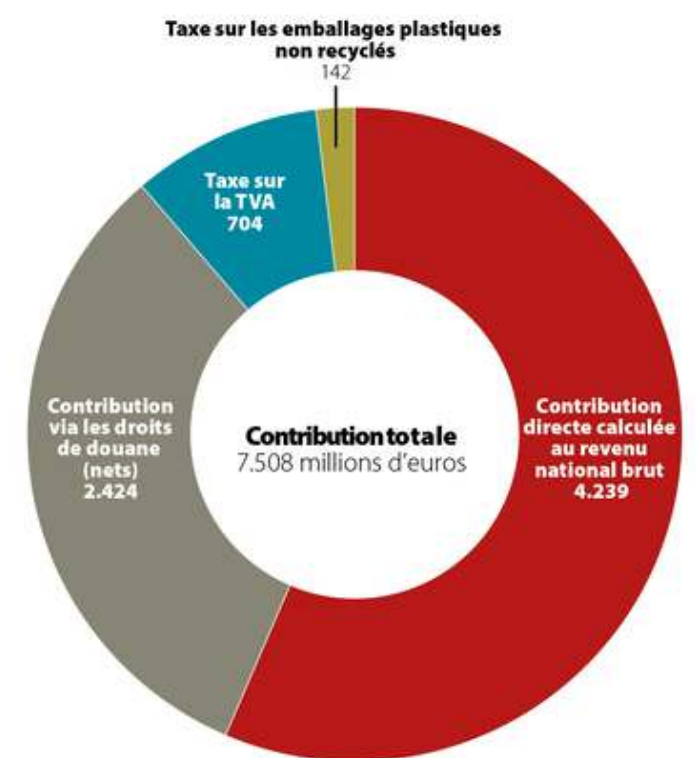
Les dépenses européennes sont donc variées. D'autant que pour le prochain budget en cours de négociations, l'ordre des priorités a été modifié. La défense s'est hissée en tête des préoccupations des capitales européennes depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et la compétitivité du continent est un enjeu stratégique majeur au vu de l'instabilité géopolitique et économique, et de la concurrence qu'opposent la Chine et les Etats-Unis.

Pour financer son budget, l'UE se repose sur plusieurs sources de revenus propres, auxquelles peuvent s'ajouter les amendes imposées aux entreprises qui ne respectent pas la législation européenne. La majeure partie des ressources de l'Union proviennent de la contribution directe des Etats membres, calculée proportionnellement à chaque revenu national brut (RNB). C'est la première source de financement, représentant autour de 70 % du budget européen.

En Belgique, cette contribution est actuellement estimée à environ 4,2 milliards d'euros annuels, portés uniquement par l'Etat fédéral. Mais avec la proposition de la Commission d'avoir un budget à 2.000 milliards d'euros, elle pourrait s'élever à 7,7 milliards d'euros par an. D'où le fait que la Belgique plaide pour des coupes dans le volume total du cadre financier, bien qu'il n'y ait à ce stade pas

Contribution belge annuelle au budget européen pour la période 2021-2027

En millions d'euros



Source : Commission européenne
Note : la contribution totale n'équivaut pas à la somme des différentes catégories en raison des arrondis.

d'accord entre les différentes entités fédérales sur l'ampleur de ces coupes et les thématiques concernées.

A cela s'ajoutent les ressources propres européennes actuellement en application, qui sont les droits de douane perçus sur les importations provenant de pays tiers – même si les Etats membres, dont la Belgique avec le port d'Anvers, conservent 25 % des droits de douane qu'ils prélèvent –, une perception sur la TVA ainsi qu'une taxe sur les emballages plastiques non recyclés.

Pour ce nouvel exercice budgétaire, la Commission a proposé d'ajouter de nouvelles ressources propres qui sont actuellement négociées. Sont sur la table une sorte de « taxe carbone » qui viserait les importations, un système de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, une taxe sur les déchets électroniques non collectés, un droit d'accise sur le tabac et une contribution forfaitaire annuelle visant les grandes entreprises (avec un chiffre d'affaires annuel net d'au moins 100 millions d'euros). La perception des droits de douane conservée par les Etats membres pourrait également être diminuée à 10 %, ce à quoi s'oppose fermement l'Etat belge.

La Commission estime que ces nouvelles sources de financement pourraient rapporter quelque 58,2 milliards d'euros chaque année. Et cela pourrait faire baisser la contribution directe de la Belgique à 5,3 milliards d'euros par an. Pour autant, ces pistes visent dans certains cas des taxes qui sont déjà en application dans les Etats membres et qui alimentent les budgets nationaux. Selon les estimations de la Belgique, quelque 1,5 milliard d'euros serait versé annuellement depuis le Plat pays par le biais de ces nouvelles ressources, dont 1,1 milliard en impactant les finances publiques, les 400 millions d'euros restant étant alimentés par les entreprises.

« Sans accord sur de nouvelles recettes, le budget européen pourrait accuser un déficit important. Cela nécessitera la prise de décisions difficiles, comme revoir les contributions des Etats membres à la hausse et les ambitions européennes, à la baisse », a mis en garde la Cour des comptes européenne. Ces nouvelles sources de financement sont pourtant encore loin de faire l'unanimité au sein des Vingt-Sept.